

Discours pan-serbe lors de l'inauguration du pont Bratoljub sur la Drina

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Slobodna Bosna, Nezavisne*)

Un pont sur la Drina, reliant les villes de Bratunac (République serbe de Bosnie-RS) et de Ljubovija (Serbie), est actuellement en cours de finalisation. L'édifice baptisé Bratoljub et mesurant 227 mètres de long et 14 mètres de large, doit permettre le passage de 5.000 personnes par jour de part et d'autre de la rivière frontalière. L'ouvrage a donc une valeur hautement symbolique, car il jumellera les deux entités serbes de la région, hantées en partie par le projet mythique de la «Grande Serbie» (unir dans un même État tous les Serbes) née lors de la montée des nationalismes à la fin du XIXe siècle.

Le 26 mai 2017, en présence des ministres des Transports de BiH, Ismir Jusko, et de Serbie, Zorana Mihajlović, le président serbe Tomislav Nikolić a inauguré le nouveau pont, délivrant à l'occasion un discours aux couleurs nationalistes. Il a ainsi déclaré devant un parterre de journalistes qu'«l'heure où la construction de l'UE se poursuit, il espère que la Serbie et la République serbe (RS) s'unissent un jour», précisant que la Serbie avait l'obligation de coopérer avec tous les citoyens serbes pour construire leur avenir commun.

Les critiques n'ont pas tardé. Ces propos ont notamment heurté l'opinion publique en Fédération de Bosnie-Herzégovine (FBiH), car cette entité bosniaque (bosno-musulmane) qui a souffert du nationalisme serbe au cours de la guerre de Bosnie (1992-1995) est le principal financier du projet (7,4 millions d'euros). Pour sa part, le Parti de l'action démocratique (SDA) a fermement condamné la déclaration de T. Nikolić, car elle remet en cause «l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine» et «est un obstacle à la bonne coopération entre les pays des Balkans occidentaux et la Serbie».

En Serbie, la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV) a demandé de l'Assemblée nationale et au gouvernement de prendre leur distance avec la déclaration du Président. Dans le même temps, le dirigeant de la LSV, Nenad Čanak, a rappelé que «la Serbie est l'un des garants du respect de l'accord de Dayton et par conséquent de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine».

date créée

10/06/2017

Champs de mots